

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installations classées (SRIC)
12/14 rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 26/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV IDF VITRY

17 rue Eugène Hénaff
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N°469 GR
Code AIOT : 0007404454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SUEZ RV IDF VITRY implanté 17 RUE EUGENE HENAFF 94400 Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, un courrier de notification a été transmis à l'exploitant le 31/07/2023, l'informant que, dans les 9 mois suite à la notification de l'arrêté, une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux du site devra être réalisée.

En novembre 2024, soit plus d'un an après la parution de l'arrêté ministériel sus-cité, l'exploitant n'avait pas transmis les documents informant de la réalisation de ces campagnes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV IDF VITRY
- 17 RUE EUGENE HENAFF 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007404454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ exerce principalement des activités de tri et de transit de papiers et cartons et de

déchets non dangereux issus de l'industrie des arts graphiques (chutes et loupés de fabrication), des entreprises et des collectivités.

Le site comprend:

- une aire de réception et de tri des papiers et cartons, à l'air libre;
- deux alvéoles de stockage, en extérieur, réservées au verre;
- un bâtiment de stockage des balles de papier noble, équipé d'un pont-basculé qui n'est plus utilisé.

Les camions entrants et sortants de l'installation sont pesés sur les deux pont-basculés présents au 12 rue Eugène Hénaff;

- un bâtiment de réception et de tri des papiers-cartons, équipé d'une guillotine pour les bobines de papier, de scies circulaires, de deux chaînes de broyage et de presses pour les papiers;
- un bâtiment destiné à la destruction des archives confidentielles, équipé d'un broyeur, d'un compacteur, d'un système d'aspiration des poussières et de caméras de surveillance;
- des aires extérieures de stockage des balles de déchets triés.

La société SUEZ est classée selon la nomenclature ICPE pour les rubriques 2791 [A], 2714-1 [E], 2716-1 [E] et 2715-2 [D].

Réglementation applicable à l'établissement

- Arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;
- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral codificatif n° 2012/184 du 19 janvier 2012.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 2 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 14/11/2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, 3 non-conformités ont été relevées :

- Non-conformité n°1 : l'exploitant ne dispose pas de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation (article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023) ;
- Non-conformité n°2 : l'exploitant n'a pas réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement et sur les éventuels émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative (article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023) ;
- Non-conformité n°3 : l'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse (article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit dresser la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait de campagne de prélèvements et analyses des rejets aqueux pour les PFAS, l'indice AOF et éventuels autres PFAS cités dans l'article |

| |
|---|
| 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une campagne d'analyse comprenant les PFAS listés dans le 1 ^{er} tableau et sur les PFAS décrit dans la liste de l'article 2 de l'arrêté préfectoral sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait de campagne de prélèvements et d'analyses des rejets aqueux pour les PFAS, l'indice AOF et éventuels autres PFAS cités dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Aucune transmission des résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, via GIDAF, n'a été faite à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 4 mois |